



Séminaire international

**Système national d'information et modélisation
Fondements théoriques et enjeux de développement**

Intervention de Monsieur Abdellatif Jouahri

Wali de Bank Al-Maghrib

Rabat, le 21 janvier 2020

Monsieur le Secrétaire Perpétuel de l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques,

Monsieur le Ministre,

Monsieur le Wali Directeur Général des collectivités locales,

Messieurs les Secrétaires Généraux,

Eminents chercheurs et professeurs,

Honorable Assistance,

C'est pour moi un réel plaisir de prendre part à ce séminaire dédié au système national d'information et à la modélisation économique. Il y a un peu plus de deux ans, j'ai été invité à intervenir sur le rôle des mathématiques dans le domaine économique et monétaire et je garde un excellent souvenir des échanges enrichissants que nous avons eus dans cette même enceinte. Je suis convaincu qu'il en sera de même lors de cette rencontre qui s'inscrit dans la continuité des efforts que déploie l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques sur les thèmes liés au développement économique. Je tiens à cet égard à féliciter le professeur Omar Fassi-Fehri pour cette initiative à laquelle Bank Al-Maghrib n'a pas hésité à apporter sa contribution.

Pour le temps qui m'est imparti, je voudrais partager avec vous quelques idées dans la perspective du responsable d'une institution qui est à la fois productrice et grande utilisatrice de données, mais aussi qui recourt de manière intensive à la modélisation économique. Je les articulerai autour de trois conditions qui me paraissent essentielles pour la modélisation économique, en m'attardant sur celle relative aux données.

Comme toutes les banques centrales et beaucoup d'institutions ici représentées, Bank Al-Maghrib a développé au fil des années un ensemble de modèles et d'outils statistiques qui lui permettent de répondre à ses besoins en matière d'élaboration des prévisions, de simulations et d'analyses d'impact des politiques publiques, de stress tests... Je ne risque pas de me tromper en disant qu'il y a unanimité sur l'apport et la valeur ajoutée de ces outils, qui sont dans plusieurs cas quasi-incontournables, mais ils exigent un certain nombre de prérequis qui me paraissent essentiels.

D'abord, comme nous le savons tous, la modélisation consiste à formaliser sous forme d'équations mathématiques des relations économiques dans le but de mesurer la corrélation ou la causalité entre les variables considérées. Cela suppose que ces relations sont régies par des mécanismes de marché avec une certaine profondeur ou par des dynamiques qui s'appêtent à l'identification et à la quantification.

Or, toutes ces conditions peuvent ne pas être pleinement remplies. C'est le cas notamment lorsque l'économie manque de profondeur ou lorsque les variables considérées sont sujettes à des chocs récurrents et importants. La formalisation peut perdre de sa pertinence et ne pas permettre d'appréhender les comportements et les interactions des agents et des marchés. Les exemples abondent dans ce sens. En effet, dans notre pays par exemple, pourrait-on prétendre en septembre produire avec un niveau de précision raisonnable une prévision de la croissance agricole ? Est-il possible de prévoir même sur un horizon de quelques semaines l'évolution des prix de produits alimentaires comme les légumes frais ? A un niveau plus global, quel crédit accorder aux prévisions des cours du pétrole publiées par les institutions internationales ? Les révisions fréquentes et parfois de grande ampleur rappellent la nécessité de la prudence dans leur utilisation.

Deuxièmement, un problème important souvent négligé est celui de la mesure des variables. Ces dernières font référence à des concepts théoriques qui peuvent être difficiles à appréhender en pratique. A titre d'exemple, quel est le degré de fiabilité des données microéconomiques sur les revenus des ménages même dans les pays qui disposent de systèmes développés de collecte d'impôts ? Le PIB, l'un des agrégats économiques les plus connus, souffre dans sa mesure de plusieurs limites notamment en termes de couverture et ce, aussi bien dans les économies en développement que dans les pays avancés. Cela explique en particulier les changements réguliers de la base des comptes nationaux qui se traduisent en général par des révisions à la hausse des estimations de cet agrégat.

Une autre illustration particulièrement pertinente pour les banques centrales est celle de la mesure de l'inflation. C'est une problématique qui reste complexe comme en témoigne le débat récurrent sur ce qu'il faut considérer comme inflation (déflateur du PIB, prix à la consommation, inflation sous-jacente...). A cela s'ajoutent d'autres difficultés telles que la mesure du loyer, ou plus récemment, le choix des points de vente eu égard au poids croissant du commerce en ligne. L'exemple d'Amazon et son impact sur la dynamique des prix est devenu un cas d'école qui fait l'objet de recherches dans les institutions académiques les plus prestigieuses dans le monde.

Plus édifiant encore, il y a un large consensus que les mesures dont nous disposons aujourd'hui surestiment l'inflation et ce, contrairement à la perception générale de la population. Les raisons sont connues et largement documentées dans la littérature. Il s'agit notamment de l'effet substitution de plus en plus important, de la non prise en compte de l'amélioration de la qualité de nombreux produits...

Mesdames et Messieurs,

Le troisième point que je voudrais évoquer est celui de la disponibilité de la donnée. Certes, je sais que ce n'est pas à l'audience que j'ai devant moi qu'il faut expliquer l'importance de l'information pour la prise de décision, mais je crains qu'ils ne soient pas si nombreux ceux qui mesurent l'ampleur de la tâche que constitue la production statistique et de ses exigences en termes de ressources humaines et financières. La statistique officielle n'est obtenue qu'à l'issue d'un processus rigoureux de collecte, de traitement et de fiabilisation selon des méthodologies connues et reconnues. Une fois disponible, elle est alors utilisée pour la détermination des besoins, le suivi et l'évaluation des politiques publiques et la prévision des évolutions économiques et sociales, souvent par le biais de modèles sophistiqués.

Ces derniers sont en général très exigeants en matière de données. Pourrions-nous prétendre en avoir suffisamment pour une formalisation appropriée de l'économie nationale. Je pense que si vous posez cette question à pareille audience dans n'importe quel pays, on vous répondra qu'on aimerait en avoir encore plus.

Sur ce même registre, et contrairement à ce que laisserait croire les polémiques récurrentes sur les chiffres, le Maroc jouit, en comparaison avec ses pairs, d'une bonne position en matière de développement de son système statistique. Il est à rappeler dans ce sens que nous sommes parmi les premiers pays des régions Afrique et MENA à adhérer à la Norme Spéciale de Diffusion des Données du FMI. Certes, il y a toujours des marges pour faire encore mieux.

Si je dois évoquer un axe de réforme, je prioriserai en tant que banque centrale l'amélioration de la production des données économiques quantitatives infra-annuelles. Par contre, dans une perspective plus large, je pense qu'il y a urgence de revoir le cadre légal du système statistique national. Celui-ci reste en effet régi par des textes qui remontent à 1968, soit plus d'un demi-siècle.

Pour un système aussi décentralisé que le nôtre, il est nécessaire de mettre en place un cadre et des instances à même d'assurer une plus forte coordination de ses différentes composantes, d'établir les priorités en matière d'opérations à réaliser et d'instaurer des règles et des politiques claires en termes de production, de diffusion et d'accessibilité. En bref, il s'agit d'assurer pour les utilisateurs le service le plus fiable en matière de statistique publique.

Mesdames et Messieurs,

La remise en question des approches et des modes d'organisation est en soi une pratique saine, je dirai même primordiale eu égard aux mutations profondes que connaît l'écosystème de la statistique officielle. Le rôle prédominant de cette dernière comme principale source d'information se trouve, avec la révolution digitale, concurrencé par de nouveaux acteurs qui fournissent des quantités énormes de données plus détaillées, à jour et souvent moins coûteuses.

Certes la statistique officielle continue de se distinguer par sa rigueur et sa transparence méthodologiques qui facilitent son utilisation et sa comparabilité internationale, mais on ne peut ignorer les opportunités qu'offrent les données non structurées. L'exploitation de ces dernières permet, grâce au développement des technologies et de nouveaux métiers tels que les data scientists, d'en tirer des enseignements utiles qui apportent une valeur ajoutée de plus en plus importante.

Pour la recherche empirique en particulier, ces données se présentent aujourd'hui comme un nouvel eldorado pour l'innovation et l'expérimentation. Ceci-dit, la prudence doit rester de mise surtout quand il s'agit de prise de décision publique qui a souvent des impacts importants sur l'économie et sur la population. « Comment la statistique officielle devrait-elle appréhender cette nouvelle donne ? » reste une question posée et dont l'exploration n'est qu'à ses débuts. Le fait qu'une session entière de cette rencontre soit dédiée aux big data témoigne de l'intérêt grandissant qu'elles suscitent.

Mesdames et Messieurs,

Les questionnements que nous soulevons dans cette rencontre ne sont pas spécifiques à un pays donné et ne doivent pas être ponctuels. Rappelez-vous au lendemain de la crise mondiale de 2008, il y avait une remise en cause des modèles utilisés pour la prévision et des interrogations sur la disponibilité des données nécessaires pour prévoir avec une précision raisonnable les retournements de conjoncture.

Ce sont ces questions qui ont amené des institutions comme le FMI à entamer une réflexion sur comment repenser la politique macroéconomique. C'est également ce qui a poussé les pays membres du G20 à lancer en 2009 le projet Data GAPS Initiative avec un focus particulier sur le secteur financier, paradoxalement le domaine le plus fourni en données à haute fréquence.

L'un des enseignements majeurs de cette crise est la nécessité de rester prudent et modeste devant la complexité du comportement humain et l'incertitude entourant les implications des mutations profondes qui façonnent notre environnement. Il n'y a qu'à constater la fréquence et surtout l'ampleur des révisions des prévisions d'institutions aussi prestigieuses comme le FMI ou la Banque mondiale pour réaliser la difficulté d'appréhender les évolutions économiques.

Des occasions comme celle qui nous est offerte aujourd'hui permettent d'échanger et de débattre des défis auxquels nous faisons face et des opportunités à saisir pour assurer la disponibilité d'une donnée fiable au service d'une meilleure prise de décision et in fine au bénéfice du citoyen.

Je vous remercie.